



De gauche à droite : Nicolas Chung (Caisse des dépôts), Aurélie Feld (CSP The Art of Training), Valérie Hoffenberg (Connecting Leaders Club), Guillaume Huot (groupe Cegos), Max Azoulay (groupe Esra), Carole Misset (Pernod Ricard University) et Bruna Basini (Le JDD). ROMAIN BEURRIER

# La formation professionnelle, un secteur à libérer

C'est un serpent de mer auquel Emmanuel Macron et le gouvernement s'attaquent : la réforme de la formation professionnelle. Indispensable pour lutter contre le chômage de masse et s'adapter aux mutations induites par les nouvelles technologies, elle peine toujours à se généraliser en France. Seuls 36 % des Français y ont accès chaque année, contre 53 % des salariés en Allemagne et 56 % au Royaume-Uni, dévoile une récente étude de la Fédération de la formation professionnelle (FFP). Si le gouvernement a mis l'accent sur la réinsertion des chômeurs de longue durée, la problématique de la formation implique tous les Français et leurs employeurs, qui doivent relever le défi du renouvellement des compétences. C'est de cet enjeu majeur qu'on débattu les invités des *Matins de l'économie*, mercredi 24 janvier à la Caisse des dépôts.

## La France mauvaise élève

« La question des métiers de demain se pose, admet Guillaume Huot, membre du directoire du groupe Cegos, un des leaders mondiaux de la formation professionnelle. Il va falloir investir dans les compétences parce que ce sera la réponse. » Aurélie Feld, présidente de CSP The Art of Training, précise : « Il y a un vrai besoin de développement des compétences transverses en particulier. Les gens doivent apprendre à apprendre pour se recycler plus facilement, ou développer des compétences rapidement pour mieux exercer leur

**LES MATINS DE L'ÉCO** – Réunis à la Caisse des dépôts, chefs d'entreprise et acteurs de l'économie ont débattu mercredi 24 janvier des carences et perspectives de la formation professionnelle. Une discussion animée par Bruna Basini, rédactrice en chef adjointe du JDD, et Valérie Hoffenberg, présidente du Connecting Leaders Club, co-organisatrice de l'événement

métier. » Si tous les secteurs sont appelés à investir dans la formation, Nicolas Chung, directeur de missions PIA (Programme d'investissements d'avenir) à la Caisse des dépôts, note que « le premier secteur concerné est l'industrie ». Ce besoin, de nombreuses sociétés l'ont déjà intégré. C'est notamment le cas de Pernod Ricard, qui a ouvert à Clairefontaine-en-Yvelines son premier campus dédié à la formation des talents du groupe mais également ouvert aux tiers. « L'idée est de faire grandir nos talents, développer leurs compétences en leur offrant une formation au bon moment », indique Carole Misset, directrice de la Pernod Ricard University.

Toutes les entreprises françaises ne bénéficient pas de programmes de ce genre. Pis, la France est un mauvais élève en la matière, malgré les 32 milliards d'euros que représente la formation chaque année. La faute à un manque de communication ou un système trop compliqué ? Créé en 2014, le compte personnel de formation (CPF) fonctionne mal, comme l'a pointé un rapport de l'Igas publié en octobre. « On dénombre 5 millions d'inscrits et 582.000 formations validées en 2017 », détaille Nicolas Chung, quand la France compte 30 millions d'actifs potentiellement concernés. Carole

Misset, de Pernod Ricard, confirme que le suivi spontané de Mooc ou e-learning est « plus important » dans les pays anglo-saxons et asiatiques qu'en France. La création en 2017 du compte personnel d'activité est censée venir combler une partie des lacunes du dispositif. Mais il faudra que d'autres efforts soient consentis pour passer à la vitesse supérieure. « Il y a un vrai travail à faire et ça ne se fera pas en un jour », prévient Nicolas Chung.

## Plus d'autonomie

Les intervenants des *Matins de l'économie* ont donc proposé leurs solutions. « Il y a un gros travail de transparence et de visibilité de formation qui doit être facilité par la puissance publique », pose tout d'abord Aurélie Feld. « On sait qu'une des clés en matière de formation est l'engagement et la motivation, abonde Guillaume Huot. Il faut permettre aux personnes de trouver à tout moment les ressources pour se former comme elles le souhaitent et selon leurs besoins. » Ces deux dirigeants d'entreprises de formation préconisent également une plus grande « libéralisation » du secteur. « Tout l'effort repose actuellement sur le gouvernement. Or je pense qu'il faut libéraliser l'activité, donner la possibilité à ceux qui le veulent de la financer. On doit réfléchir la formation comme

un investissement que l'on peut amortir », poursuit Guillaume Huot, qui pense qu'on pourrait créer un crédit d'impôt formation.

Max Azoulay, président du groupe Esra, estime qu'« il faut tenir compte du niveau de formation proposée, du statut de ces formations, et surtout des débouchés qui en découlent, car trop souvent il n'y a pas de réelle évaluation des formations proposées. » « Il ne faut pas toujours taper sur les organismes de formation et l'État, ajoute, de son côté, Carole Misset. Le panel de formations et les possibilités sont énormes. Il faut les saisir », estime-t-elle. « Chez Pernod Ricard, il y a à la fois des demandes de formation venant des employés pour améliorer leurs compétences et on impulse également divers programmes fonctionnels et de leadership pour favoriser le développement de nos talents. Se développer doit également passer par la volonté personnelle, l'envie d'acquérir de nouvelles compétences de perspective. Ce sont les employés qui seront les plus à même d'identifier et d'exprimer leurs besoins d'évolution », entrevoit Guillaume Huot. Avec un objectif : cibler précisément les formations à suivre et réduire la bureaucratie qui s'est installée dans ce secteur. Tout un programme pour le gouvernement. ●

**Max Azoulay, président du groupe Esra**

« Mesurer l'efficacité des formations proposées »

## Que propose l'École supérieure de réalisation audiovisuelle (Esra) ?

C'est d'abord une école privée reconnue par l'État qui existe depuis quarante-cinq ans. Nous délivrons des diplômes au niveau licence dans nos trois sections : réalisation (cinéma et télévision), métiers du son et animation 3D, ainsi qu'au niveau bac+5.

## Vous êtes également un acteur de la formation et de la reconversion professionnelle. Comment fonctionnez-vous ?

Nous faisons souvent face à des salariés ou à des demandeurs d'emploi d'une trentaine d'années qui décident de se former à un nouveau métier. Nous proposons des cycles de huit mois dont deux mois d'insertion en entreprise. Nous intervenons dans les secteurs clés de l'audiovisuel et formons une centaine de professionnels par an à Paris, Nice, Rennes et Bruxelles. Ces formations sont validées au niveau 2 et 3 et permettent aux gens de trouver un travail quasi directement après.

## Qu'attendez-vous de la réforme de la formation professionnelle que le gouvernement a lancée ?

Nous dépendons essentiellement des Fongecif [fonds de gestion des congés individuels de formation] et notre activité ne peut s'élargir qu'en fonction de la manne allouée. Pour l'heure, les débats autour de cette réforme ne semblent pas tenir compte des débouchés en matière d'emploi. J'espère donc que la réforme du gouvernement va permettre de mesurer davantage l'efficacité des formations proposées. ●

## LES TWEETS DES MATINS DE L'ÉCONOMIE

@CSPFormation #matinsEcoJDD Une ancienne RH dans la salle souligne que la #formation devrait être une fête et non une galère. Il faut aussi considérer que les personnes qui viennent se former aujourd'hui ont été parfois cassées par leur formation initiale.

@HThibaud « Le taux d'accès à la formation en France 36 %, 60 % dans les pays du Nord. » Comment rattraper ce retard ? guillaume Huot #Cegos #MatinsEcoJDD

@VHoffenberg @nicochung @CaissedesDepots « En 2017, 582 000 formations ont été dispensées dans le cadre du compte personnel de formation. Les salariés en activité sont en croissance sur son utilisation par rapport aux demandeurs d'emploi. » #matinsEcoJDD

@FedeFormPro\_FFP « On ne se forme pas pour se former. On se forme pour développer ses compétences et évoluer dans l'emploi. Ouvrons le CPF à l'orientation et à l'accompagnement pour renforcer cette dynamique globale. »

@HThibaud « Le e-learning n'est pas une solution globale, il faut que la solution soit adaptée aux besoins, aux personnalités, à la culture. » @nicochung #MatinsEcoJDD

@CSPFormation #matinsEcoJDD Il faut penser au crédit d'impôts pour la #formation par exemple. L'État ne peut tout apporter @guilhuot

**LES MATINS DE L'ÉCONOMIE**  
▶ Connecting Leaders

Le rendez-vous incontournable des chefs d'entreprises et des décideurs.

Merci à nos partenaires



**CAISSE DES DÉPÔTS**



**CSP**  
THE ART OF TRAINING



**GROUPE ESRA**  
ÉVALUATION SUPÉRIEURE TECHNIQUE PRIVÉE



**cegos**